



## TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS CE JEUDI 29 SEPTEMBRE !

**Le Gouvernement de l'ère Macron 2 a décidé de faire payer le coût de sa crise à l'ensemble des travailleurs et travailleuses** (avec ou sans emploi), jeunes et retraité·es.

**Alors que l'inflation ne cesse de croître**, les augmentations de traitement dans la Fonction Publique ou de salaire dans les secteurs professionnels de la Protection Sociale, limitées à 3,5% (sur 6 mois de l'année) ne compensent même pas l'augmentation du coût de la vie et entérinent une baisse de pouvoir d'achat pour toutes et tous. Pire, pour les travailleur·ses les plus précaires, la très insuffisante revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet des allocations chômage à +2,9% et les minima sociaux à +4% va accentuer pauvreté, misère et endettement. C'est inadmissible et inacceptable.

**En décidant de mettre à l'ordre du jour une nouvelle contre-réforme de l'Assurance Chômage** qui va augmenter la durée d'affiliation pour bénéficier de droits et moduler (donc réduire) la durée d'indemnisation en fonction du taux de chômage, le Gouvernement s'attaque une nouvelle fois aux travailleur·ses privé·es d'emploi. Alors que seuls 36% des inscrit·es à Pôle emploi bénéficient d'une indemnisation dont plus de la moitié sont inférieures au seuil de pauvreté, **s'attaquer une nouvelle fois aux chômeur·ses : c'est s'attaquer à l'ensemble des travailleur·ses et à leur protection sociale.**

Vouloir, encore et encore, **nous faire travailler plus longtemps en décidant d'allonger la durée de cotisation et l'âge de départ en retraite**, c'est nous entrainer vers un cycle sans fin d'austérité salariale, de précarité et de pauvreté. C'est nous contraindre à accepter la détérioration de nos conditions de travail, de nos métiers sous-payés dans un contexte de privatisations de nos missions de services publics—aux services des besoins des usagers. **Pour la CGT, une autre répartition des richesses produites s'impose** dans l'objectif de permettre à toutes et tous de travailler, mieux et moins, en diminuant le temps de travail tout au long de la vie avec, notamment, **un droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans et une réduction du temps de travail à 32 heures.**

A la veille des débats parlementaires, sur les Projets des Lois de Finances et de Financement de la Sécurité Sociale 2023, nos organisations syndicales alertent l'ensemble du monde du travail, les citoyen·nes, **sur les dangers de la continuité et l'aggravation des politiques d'austérité à l'encontre des Services Publics, de la Fonction publique et des organismes de Protection Sociale.** Ceux-ci ont pourtant prouvé leur nécessité pendant la crise « Covid ». La perspective d'évolution de Pôle emploi vers France Travail au détriment des missions du Service Public de l'Emploi et du droit à une juste indemnisation de toutes et tous les travailleurs privés d'emploi serait inacceptable.

**La FNPOS-CGT, l'UFSE-CGT, la CGT Pôle emploi, la CGT Chômeurs appellent à se mettre en grève et à manifester le 29 septembre.**

- **Pour des augmentations de salaires et de traitement,**
- **Pour une juste indemnisation pour tous les privé·es d'emploi,**
- **Pour des effectifs à Pôle emploi qui permettent de conseiller, d'accompagner et d'indemniser tous les usager·es,**
- **Pour un droit à l'emploi qualifié et correctement rémunéré pour toutes et tous, la réduction du temps de travail à 32h, un droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans.**